

Une approche stratégique des régimes de commerce extérieur

Colin I. Bradford Jr.*

La réflexion traditionnelle sur le commerce international, son rôle dans la croissance et son organisation, opposait les stratégies de croissance orientées vers le marché intérieur à celles tournées vers l'extérieur, le régime de libre-échange au protectionnisme. Les politiques d'exportation très vigoureuses qui ont été appliquées depuis la guerre notamment par les pays d'Asie, remettent en cause ce schéma, auquel on peut substituer une typologie plus nuancée des différents régimes commerciaux possibles, à l'intérieur de laquelle chaque pays évolue graduellement. Après avoir exposé cette typologie et les considérations théoriques qui sous-tendent les politiques de soutien des exportations, l'auteur suggère de réfléchir aussi à une organisation du régime commercial international, fondée sur la mise en œuvre de stratégies globales de promotion des exportations ; selon les premières estimations réalisées, celles-ci donneraient un niveau de PIB et d'exportations mondiaux plus élevé que le régime de libre-échange.

La planification stratégique fournit une vision à long terme des tendances économiques. Elle permet au processus de formation des politiques de prendre en compte non seulement les conséquences des actions en cours sur le futur, mais aussi les implications des différents scénarios futurs possibles sur le choix présent des politiques. Cela signifie que l'on peut effectuer des choix de politiques avec pour objet de concrétiser ou de se rapprocher d'une vision du futur qui peut être différente de celle qui se serait réalisée en conservant l'approche en vigueur. La planification stratégique encourage également la formation de politiques sensibles aux interac-

* Professeur d'économie internationale et de management à la School of Management de l'Université Yale, Colin Bradford se trouve actuellement détaché à la Division de planification stratégique de la Banque mondiale. Cet article n'engage que son auteur et ne représente pas les vues de la Banque mondiale. L'auteur remercie le CEPII de son hospitalité lors de ses fréquentes visites et de ses commentaires sur une version préliminaire de cet article au cours d'un séminaire qui s'est tenu au CEPII en octobre 1988. Les entretiens avec Anton Brender se sont révélés particulièrement utiles. La traduction de ce texte a été assurée par Renée Labatut.

tions entre objectifs, entre objectifs et instruments et entre dimensions structurelles et comportement systémique. Les interdépendances sont mises en lumière par un processus de simulation des scénarios possibles permettant d'appréhender les effets dynamiques des éléments interactifs.

La planification stratégique fait appel à la science économique mais il n'est pas certain que celle-ci soit suffisante pour mener à bien cette tâche. La théorie économique est mieux armée pour expliquer les divers scénarios alternatifs que les voies pour y parvenir, les résultats de l'équilibre que les conditions du déséquilibre, les « *ceteris paribus* » que les interactions. Les critères de l'efficacité néo-classique assurent l'optimalité à la fois de l'allocation des ressources et de la croissance. Etant donné que l'ouverture des marchés garantit les conditions concurrentielles et que celles-ci créent des conditions optimales, il n'existe pas de solution de rechange à la concurrence, définissable dans le paradigme néo-classique, qui permettrait une croissance économique plus forte. On peut en déduire logiquement que le régime commercial d'ouverture économique pour les politiques commerciales nationales, et le système de libre-échange représenté par le GATT pour l'organisation commerciale internationale, sont les systèmes les plus performants pour obtenir des résultats optimaux.

Au fil des ans, la réflexion sur les régimes commerciaux nationaux et internationaux a en conséquence été conduite dans un cadre dichotomique : ouverture sur l'extérieur contre orientation vers le marché intérieur et libéralisme contre protectionnisme. Les implications intellectuelles qui sous-tendent les deux propositions reposent sur la rigueur de la théorie économique qui affirme que les forces du marché sont génératrices d'efficacité et, partant, sources de croissance économique optimale. Les écarts par rapport au libre-échange constatés dans les politiques nationales ou internationales constituent alors une perversion patente responsable d'une baisse d'efficacité des résultats. Ces écarts suscitent en conséquence de profondes inquiétudes alors que les courants globaux tendant à la privatisation et à la déréglementation, qui semblent favoriser l'instauration de conditions propices au libre-échange, soulèvent un fort enthousiasme. Les politiques publiques se voient attribuer un rôle de plus en plus négatif dans ces formulations dichotomiques qui en fait les associent plus souvent au problème qu'à sa solution.

La politique d'exportation particulièrement efficace conduite par le Japon, les nouveaux pays industriels (NPI) du Sud-Est asiatique depuis la fin des années soixante, le Brésil à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, l'Europe occidentale à la fin des années cinquante et au début des années soixante, la Malaisie, la Thaïlande et, peut-être, l'Indonésie aujourd'hui, ont illustré une approche inédite de la politique commerciale, distincte des deux types polaires.

L'expérience des NPI et notre perception du caractère inédit de ce type de régime commercial apportent des enseignements majeurs sur les politiques commerciales publiques à conduire dans le futur. La présente étude comporte trois parties. La première définit une typologie des régimes commerciaux qui fournit un cadre plus explicite pour l'analyse des résultats et le choix des politiques que les formulations dichotomiques traditionnelles. Ce cadre plus précis ajoute à la typologie existante

une nouvelle catégorie de régime commercial qui exprime plus justement les spécificités fondamentales des expériences divergentes conduites par les NPI. La deuxième partie explore la place des régimes commerciaux dans la littérature consacrée aux théories commerciales ainsi que l'hypothèse inédite qui découle de l'apport de la nouvelle catégorie représentant l'expérience des NPI. La troisième partie enfin examine les prolongements logiques de ces conclusions sur la réflexion en matière de régime commercial international.

Ces concepts nouveaux sont importants à plusieurs titres. Premièrement, le cadre typologique plus précis élargit l'éventail des choix de politiques possibles et multiplie les dimensions caractéristiques des systèmes économiques. De nombreux économistes espèrent que l'économie mondiale s'engagera, tant à l'échelle nationale que mondiale, dans la voie d'une uniformisation et d'une généralisation du système de libre-échange. En réalité, les responsables chargés de l'élaboration des politiques cherchent perpétuellement à élargir leur marge de manœuvre, leur autonomie et leur latitude pour définir des politiques qui prennent en compte l'interdépendance entre les spécificités nationales et les forces tendant vers l'intégration globale. J'espère que ce nouveau cadre de réflexion enrichira l'éventail des stratégies possibles et étendra le champ d'action des politiques publiques. Contrairement à la formulation dyadique qui entraîne automatiquement une réponse unique, il autorise des solutions variées. Alors que s'accroît sensiblement la participation des pays socialistes à l'économie mondiale, un cadre d'action moins rigide et moins doctrinal pour les politiques publiques est mieux à même de faciliter la transition vers des interactions ouvertes.

Deuxièmement, s'il existe réellement, comme je le démontre dans le présent article, un régime commercial capable de générer une croissance plus forte que celle produite par le système de libre-échange traditionnellement préconisé, il convient alors de reformuler l'orthodoxie existante en matière de politique commerciale pour y inclure ce nouveau régime. En outre, si grâce à cette nouvelle approche la croissance économique à l'échelle globale s'en trouve améliorée par rapport à la généralisation d'une politique de libre-échange à l'ensemble de la planète, il faut alors définir une nouvelle stratégie de croissance plus performante pour l'économie mondiale.

Typologie des régimes commerciaux

Le dynamisme exceptionnel de la politique d'exportation des pays en développement du Sud-Est asiatique a fait naître un débat sur les vertus respectives des stratégies de croissance tendant à une ouverture sur l'extérieur et des politiques axées sur le marché intérieur. On a souvent cité les NPI du Sud-Est asiatique et d'Amérique latine comme exemples de stratégies contradictoires, axées respectivement sur les exportations et la substitution des importations. Manifestement, la

controverse découle en partie de l'utilisation d'une phraséologie approximative en vogue qui paraît exprimer une typologie dichotomique. En fait, une spécification plus rigoureuse révèle que ces termes définissent les points différents d'un spectre de régimes commerciaux plutôt que des voies opposées. Je m'efforcerai donc ici-même d'explicitier de façon plus précise des appellations courantes fréquemment utilisées les unes pour les autres.

Le tableau 1 dresse une typologie des stratégies de développement en faisant apparaître un continuum allant de l'autarcie à la promotion des exportations, qui permet d'exprimer une variété de configurations caractérisant les régimes commerciaux. Ce tableau montre par exemple que la stratégie orientée vers l'extérieur, en tant que catégorie éminemment générale, recouvre à la fois une approche axée sur le marché (libéralisation du marché intérieur) et une démarche interventionniste des pouvoirs publics (encouragement des exportations). La politique de substitution des importations peut n'être que faiblement interventionniste et pourrait en réalité contribuer à promouvoir les exportations plutôt qu'à entraver l'essor. Cette typologie a pour objet de supprimer les relations stéréotypées entre orientation, ouverture et degré d'interventionnisme en illustrant diverses combinaisons possibles. Aucune tentative n'est faite pour identifier des pays particuliers appliquant des régimes commerciaux spécifiques mais la différenciation des catégories et leur conceptualisation en tant qu'éléments d'un spectre permettront peut-être de mieux appréhender l'éventail des stratégies qu'en se rapportant au cadre de référence dichotomique traditionnel.

Avant d'examiner en détail les catégories énumérées dans le tableau, il faut d'abord opérer une distinction entre l'importance du commerce dans une économie en tant que matière empirique et le degré d'ouverture de la stratégie économique d'un pays en tant qu'objet de politique. Les termes « fermé » et « ouvert » véhiculent souvent une idée de contenu de la politique, et décrivent l'orientation d'une stratégie vers la substitution des importations ou la promotion des exportations. Il est utile en l'occurrence de disposer de désignations identifiant de façon empirique l'importance du commerce dans l'économie. Une économie « fermée » sera définie comme une économie dans laquelle les échanges commerciaux (exportations ou importations) en tant que part du PIB sont faibles, c'est-à-dire inférieurs à 5 %. La faiblesse de ce pourcentage peut être le résultat de politiques délibérées mais également imputable à la taille, l'abondance des ressources naturelles, la similitude entre les capacités du pays et celles de l'économie mondiale ou à d'autres facteurs. Dans son acception présente, le terme « économie fermée » ne décrit pas une politique comme c'est le cas généralement dans la littérature existante, mais dépeint plutôt un état de choses dans lequel le commerce est un facteur mineur de l'économie.

Le terme « économie d'échanges » se veut contraire. Il s'agit d'une catégorie dans laquelle les exportations représentent une forte proportion du PIB, c'est-à-dire supérieure à 10 ou 15 %. Les expressions « tiré par les exportations » ou « économie ouverte » sont plus fréquemment employées. Cependant, « tiré par les exportations » implique une certaine substantivation empirique d'une relation de cause à effet des exportations à la croissance économique alors qu'en fait une forte croissance du PIB peut donner un coup de fouet aux exportations en générant un

TABEAU 1

Typologie des stratégies de développement : un continuum

Autarcie	Absence de commerce « Déconnexion » Auto-suffisance
Substitution des importations	(a) Discrimination, par des contrôles, à l'encontre de toutes les importations $EER_m > EER_x$ (b) Discrimination sélective (c) Application faible et limitée
Orientation vers le marché intérieur	Priorité à l'économie nationale
Orientation vers l'extérieur	Priorité aux exportations
Economie ouverte	Libéralisation du marché intérieur $EER_x = EER_m$ (a) Biens échangeables (b) (a) + Biens non échangeables (c) (a) + (b) + variables macro-économiques
Encouragement des exportations	(a) Subventions uniformes de l'ensemble des exportations $EER_x > EER_m$ (b) Subventions sélectives Politique industrielle Substitution des importations

Note :
EER_x et EER_m sont respectivement les taux de change effectifs réels des exportations et des importations.

excédent de l'offre. Le terme « économie ouverte » associe libéralisation du marché intérieur (suppression du contrôle des importations, des droits de douane, etc.) et commerce en tant que contributeur important du PIB. Abstraction faite pour l'heure du sens de la causalité ou du degré de cette association, l'expression « économie d'échanges » véhicule l'idée que l'importance des exportations dans une économie se matérialise nécessairement par une forte contribution des exportations au PIB. Le terme « économie d'échanges » se veut neutre par rapport à la politique. La question demeure de savoir si les exportations sont alimentées par la demande extérieure et de ce fait induisent une croissance interne ou si, étant déterminées par l'offre, elles aboutissent à une politique de soutien des exportations. Dans ce schéma de classification, les deux termes « économie fermée » et « économie d'échanges » reflètent des résultats économiques endogènes plutôt que des éléments de politique.

Les expressions « orientation vers le marché intérieur » par opposition à « orientation vers l'extérieur », telles qu'elles apparaissent dans la typologie du tableau 1, sont utiles en tant que catégories les plus générales à même d'englober diverses stratégies commerciales. Elles supposent simplement une modulation dans l'impor-

tance accordée au marché intérieur et aux échanges commerciaux comme moteur principal de la croissance économique. Ces désignations se situent donc au milieu du spectre, entre autarcie et encouragement des exportations, au lieu de représenter des politiques commerciales radicalement opposées.

L'autarcie signifie une absence totale d'échanges commerciaux et résulterait d'une grave décision gouvernementale de se « déconnecter » de l'économie mondiale de manière à réaliser une certaine forme d'auto-suffisance ou, tout au moins, un état qui y ressemble.

La stratégie de « substitution aux importations » recouvre un ensemble de mesures discriminatoires délibérées à l'encontre des importations qui concurrencent des productions nationales existantes ou des industries naissantes. La substitution aux importations ne se traduit pas nécessairement par un faible volume d'importations, étant donné qu'il faudra peut-être impérativement importer des biens d'équipement pour créer les industries permettant à terme d'atteindre l'auto-suffisance dans les secteurs d'activité concernés. Normalement, les stratégies de substitution aux importations établissent une discrimination à l'égard des importations par le recours à des contrôles, aux droits de douane, aux systèmes de taux de change multiples ou à une panoplie d'autres mesures. Il ne s'agit pas d'une politique figée : les mesures favorables à la production nationale de biens importables peuvent varier considérablement dans leur portée et leur degré d'interventionnisme. Dans le cas extrême, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de la politique dominante, elle s'identifie fondamentalement avec la stratégie de développement. Dans un nombre de cas plus limité, les mesures peuvent s'appliquer seulement à des secteurs particuliers, des pans entiers de l'économie demeurant par ailleurs relativement « ouverts » au libre-échange. Des politiques sélectives de substitution aux importations peuvent aussi faire partie d'une stratégie orientée vers l'extérieur dans laquelle la politique industrielle sert à soutenir une stratégie de promotion des exportations.

L'orientation vers l'extérieur est une deuxième catégorie très large de stratégie qui véhicule la notion de priorité accordée aux exportations dans la politique du pays. Dans leur manifestation la plus faible, les exportations peuvent fluctuer selon la demande extérieure et croître rapidement en raison de la compétitivité intrinsèque de l'économie ou, au minimum, des secteurs produisant des biens exportables. Il peut exister d'autre part une politique de libéralisation délibérée de l'économie, allant d'une libéralisation limitée seulement au secteur produisant des biens exportables à une libéralisation plus généralisée touchant l'ensemble de l'économie et intégrant même des variables macro-économiques comme les taux d'intérêt. Dans ce cas, la stratégie commerciale d'économie ouverte se confond avec la politique d'ajustement macro-économique. La libéralisation du marché intérieur prend en l'occurrence la dénomination de stratégie « d'économie ouverte ». Dans la littérature existante, « économie ouverte » est le plus souvent synonyme d'orientation vers l'extérieur et les deux termes sont interchangeable comme s'ils épuisaient l'éventail des instruments de politiques possibles en matière de promotion des échanges.

Dans la formulation que nous avons adoptée, l'économie ouverte est définie comme étant seulement une forme de stratégie orientée vers l'extérieur, et celle

associée à la libéralisation du marché intérieur. Elle implique que les mesures d'encouragement soient identiques pour les exportations et les importations ou, comme l'écrit Anne Krueger (1989) « qu'il existe autant d'incitation à gagner qu'à économiser des devises étrangères ». Cela signifie, en fait, comme l'a souligné Jagdish Bhagwati (1978), que le taux de change réel des exportations « ne soit pas sensiblement différent » de celui des importations. Curieusement, Bhagwati appelle cela stratégie de promotion des exportations (PE), expression susceptible de revêtir une signification tout à fait différente de la définition que nous en donnerons ici-même. Dans la formulation de Bhagwati, l'absence de discrimination envers les exportations est le facteur principal supposé générer des incitations suffisantes pour « promouvoir » les exportations. Une politique qui produirait des incitations équivalentes pour les importations et les exportations constituerait le point optimum du libre-échange.

Enfin, la forme la plus dirigiste de la politique d'orientation vers l'extérieur est désignée dans ce texte par l'expression « encouragement des exportations ». Dans cette stratégie, l'État joue un rôle majeur dans la détermination des objectifs et la mise en œuvre de la politique visant à leur réalisation. La stratégie de promotion des exportations peut supporter des variantes. Une approche moins dirigiste mais plus globale se traduirait, par exemple, par une politique de subvention uniforme des exportations touchant l'éventail complet des biens exportables plutôt que privilégiant certains secteurs par rapport à d'autres. Une démarche plus interventionniste mais plus limitée d'encouragement des exportations s'accompagnerait d'une politique industrielle qui déterminerait les priorités sectorielles pour les investissements, le crédit, les taux de change, les importations ou l'affectation des subventions pour adapter la structure de production à la stratégie. Des mesures de substitution aux importations pourraient coexister avec cette stratégie commerciale et la soutenir. Dans cette stratégie, le taux de change effectif privilégie les exportations par rapport aux importations.

Cette typologie de régimes commerciaux opère une distinction entre des catégories que la littérature économique amalgame très souvent. La dichotomie maintes fois décrite entre stratégies de croissance orientées vers le marché intérieur par opposition à celles tournées vers l'extérieur devient, dans ce cadre, une progression graduelle d'approches de la politique commerciale composées de faisceaux d'éléments variés. Au lieu d'être rangé de façon définitive dans une catégorie donnée, chaque pays se situerait normalement à différents points du spectre selon les moments.

Les catégories de régimes commerciaux définies dans ces lignes comportent des implications plus vastes que les politiques commerciales telles qu'elles sont définies dans leur acception étroite. Une stratégie commerciale efficace, indépendamment de son orientation, représente plus qu'un ensemble de politiques touchant les droits de douane, les quotas, les licences, etc. Un régime commercial englobe une panoplie d'autres instruments macro-économiques et sectoriels qui, associés à la politique commerciale, constituent la stratégie de développement du pays. Dans une optique de politique, le degré d'ouverture d'une économie prend plusieurs dimensions. Il s'agit plus d'un vecteur que d'une échelle de mesure en ce qu'elle est la somme

pondérée d'une multitude d'éléments de politique et de comportements économiques. Le spectre d'instruments de politique possibles constitue une troisième dimension du schéma représentatif de l'orientation vers le marché intérieur par opposition à l'ouverture vers l'extérieur¹. Le degré d'ouverture de la dimension de chaque instrument de politique est susceptible de varier au sein d'un pays donné. Le mélange public-privé et le degré d'ouverture agrègent ces éléments qui définissent le caractère du système économique.

Ce cadre de politique intérieure associé au schéma différencié de régimes commerciaux procure une structure d'interprétation plus riche et un éventail plus large et plus satisfaisant de choix de politiques et de définitions systémiques. Des abstractions dogmatiques comme systèmes de libre-échange, socialisme et communisme deviennent moins pertinentes et moins significatives qu'une description précise d'instruments de politique, de définitions sectorielles, d'interactions entre le privé et le public, de stratégies commerciales et de politiques industrielles. Dans ce cadre, l'assertion récente de M^{me} Thatcher qui affirme que deux types d'Europe s'offrent à notre choix : « une Europe reposant sur la plus large liberté d'entreprendre possible ou une Europe gouvernée par des méthodes socialistes de contrôle et de réglementations centralisés » (Financial Times, 15-16 octobre 1988) devient une formulation dépassée.

Certains instruments spécifiques interviennent dans le degré d'ouverture de l'économie : politique de taux de change, contrôle des flux de capitaux extérieurs, politique relative aux investissements directs étrangers, politique des taux d'intérêt, politique de crédit, allègements fiscaux sélectifs, politique technologique, politique salariale.

Du point de vue de l'équilibre concurrentiel, un taux de change unique qui s'ajusterait en permanence aux différentiels d'inflation entre le pays concerné et ses principaux partenaires commerciaux, maintenant ainsi la parité du pouvoir d'achat (PPP), est le plus « ouvert » et, partant, le plus neutre. C'est le taux de change qui a le moins d'incidence sur la détermination des incitations en prix relatifs entre les biens échangeables et ceux qui ne sont pas, ou entre les importables et les exportables. C'est le taux de change le plus apte à générer un niveau de prix approprié et celui qui permet à l'offre et à la demande de déterminer l'allocation la plus efficace des ressources sur les marchés des facteurs de production et des biens.

Dans la réalité, les régimes de taux de change divergent de ce modèle idéal PPP et le taux de change approprié n'est pas le taux nominal mais le taux effectif réel (TER). Le taux de change effectif réel est le taux de change qui résulte de la combinaison du régime de politique commerciale et des instruments de politique économique énumérés précédemment qui se conjuguent pour définir la valeur en devises étrangères des biens importables ou exportables produits par l'économie nationale. Ainsi, par exemple, la politique de taux de change d'un pays peut être très ouverte tout en coexistant avec une politique de crédit préférentiel privilégiant

1. Je dois cette extension de ma formulation à Sukhamory Chakravarty qui a développé cet argument lors d'un séminaire tenu en octobre 1988 à l'Institut Tinbergen de l'Université libre d'Amsterdam.

certaines industries productrices de biens substituables aux importations. Une telle politique de crédit a des incidences sur le taux de change effectif réel des biens importables produits par l'industrie nationale par rapport aux marchandises importées de l'étranger et par rapport aux biens exportables produits par l'industrie nationale. Elle infléchit alors la structure de la consommation au détriment des biens importés de l'étranger et en faveur des marchandises importables produites par l'industrie nationale et détourne le système productif vers la production de biens importables au détriment des marchandises exportables.

Dans ce cas, il n'est pas facile de classer globalement le pays dans la catégorie d'économie ouverte ou fermée, orientée vers le marché intérieur ou tournée vers l'extérieur parce qu'il est nécessaire d'évaluer l'ampleur, la portée et l'impact du régime de la politique de crédit par rapport à l'influence du régime de change ouvert, pour juger du poids relatif de chaque stratégie sur l'économie dans son ensemble. Il est également possible qu'au sein d'un même pays les autorités conduisent une politique restrictive vis-à-vis des investissements directs étrangers afin de favoriser les entreprises nationales, tout en demeurant ouverte aux investissements dans des industries d'exportation choisies pour attirer capitaux et technologies. Il peut également exister au sein d'une même économie des allègements fiscaux à caractère provisoire au bénéfice d'entreprises nationales choisies dans un ensemble de secteurs d'activités différents travaillant à l'exportation. La politique commerciale peut aussi autoriser ces entreprises nationales à importer des matières premières exonérées de droits de douane, à l'exception des entreprises à participation financière étrangère, même si toutes produisent des marchandises exportables.

Dans quelle catégorie classer ce régime de politique commerciale ? Il s'agit d'un régime orienté vers les exportations mais en aucune façon d'un régime d'économie ouverte pure. C'est un régime interventionniste mais qui apporte une aide significative aux entreprises privées tant nationales qu'étrangères. Dans ce type d'économie, la plupart des prix sont déterminés par les forces du marché mais certains d'entre eux résultent d'une intervention visant à infléchir le système productif vers des biens de remplacement des importations et des biens exportables. Ce régime apparaît donc comme un régime de politique commerciale de soutien des exportations associant des éléments ouverts ou fermés selon l'instrument de politique considéré. Dans ce cas de figure, des politiques de substitution des importations coexistent avec des politiques d'encouragement des exportations.

Considérations théoriques

Nous examinerons dans cette partie les implications théoriques qui sous-tendent le concept objectif ou neutre de promotion des exportations et le concept d'intervention sur les exportations désigné par le nom d'encouragement aux exportations. La

version neutre reste l'approche dominante et celle qui s'identifie le plus clairement avec les NPI du Sud-Est asiatique. Dans un ouvrage de 1986 faisant le point sur les théories en vigueur en matière de stratégie de développement, Jagdish Bhagwati écrit :

« Permettez-moi d'abord de clarifier un point : par stratégie de promotion des exportations (PE) la littérature moderne veut dire une politique selon laquelle, globalement, le taux de change effectif des exportations (EER_x) ne diffère pas sensiblement de celui des importations (EER_m) de manière à ce que EER_x soit approximativement égal à EER_m... Cette politique, dans sa définition étroite de la stratégie de promotion des exportations, reflète fidèlement la politique conduite avec succès dans ce domaine par les pays du Sud-Est asiatique ». (Bhagwati, 1986, pp. 92-93).

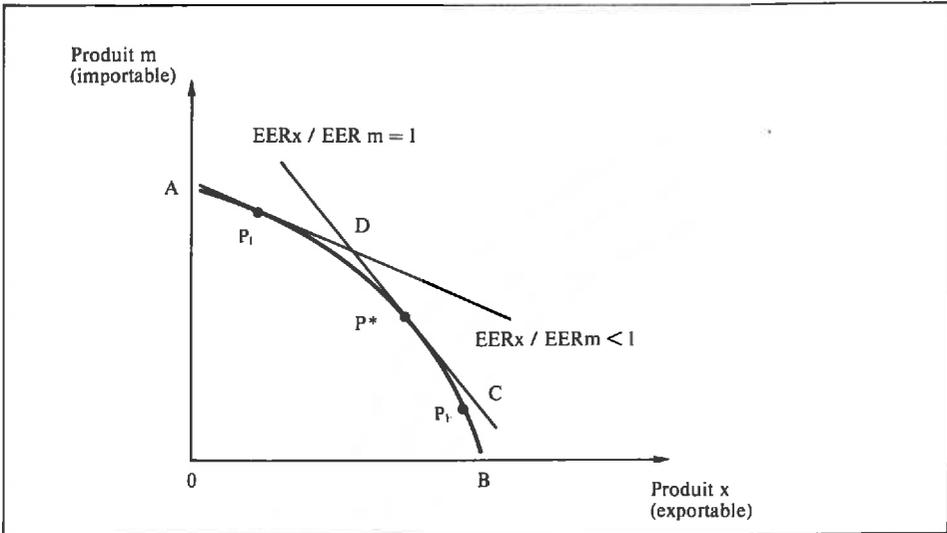
Les études de cas citées par Bhagwati dans ce paragraphe reprennent les travaux du NBER déjà résumés en partie par l'auteur dans un livre paru en 1978. La période de référence couverte pour les données et les pays examinés est antérieure à 1973 (voir tableau 7.1, pp. 185-190, Bhagwati, 1978). J'ai souligné dans un autre chapitre du même ouvrage que les exemples de politiques nationales antérieures à 1973 cités dans la littérature publiée à la fin des années soixante-dix, donnent de l'expérience des NPI une interprétation non conforme à la réalité historique qui, à cette époque, a poussé les gouvernements à intervenir plus activement dans la promotion des exportations. Cependant Bhagwati persiste et écrit dans un article de 1986 « qu'il faut peut-être établir une distinction entre les régimes de promotion des exportations dans lesquels EER_x est à peu près égal à EER_m » et les régimes d'« ultra » PE où, au contraire, EER_x est sensiblement plus élevé que EER_m (Bhagwati, 1986, p. 93).

La prédominance de la version neutre et asymétrique de PE s'explique en partie par les assertions du modèle théorique servant à expliquer les définitions de promotion des exportations (PE) et de substitution des importations (SI). Bhagwati utilise dans son livre de 1978 un modèle de commerce courant supposant l'échange de deux biens dans des conditions de concurrence parfaite pour définir PE et SI (p. 207 et 208). Il en résulte que PE a lieu lorsque $EER_x = EER_m$ au point optimum de libre échange P^* et la substitution des importations se réalise lorsque $EER_m > EER_x$ à P_i . (voir graphique 1, Bhagwati, 1978, p. 208 reproduite ici). La stratégie d'encouragement des exportations, dans laquelle $EER_x > EER_m$, se matérialise à P_e à droite de P^* . Etant donné que le modèle suppose la mobilité parfaite et le plein emploi des facteurs de production, le régime de politique commerciale a des incidences sur les éléments de la production le long d'une courbe frontière unique de possibilité de production (PPF) et ne prévoit aucun changement dans cette frontière.

Des conditions de déséquilibre plutôt que de concurrence parfaite prévalent dans les pays en voie de développement. Ces déséquilibres sont à même non seulement d'influer sur l'impact du régime commercial sur l'économie mais aussi de justifier son adoption. Comme l'a démontré clairement Admar Bacha, dans des conditions d'excédent de main-d'œuvre et de déséquilibre structurel de la balance des paiements, il est impossible d'atteindre une situation d'équilibre simultané sur les

GRAPHIQUE 1

**Régimes de commerce extérieur :
définition des stratégies de substitution des importations et de promotion
des exportations**



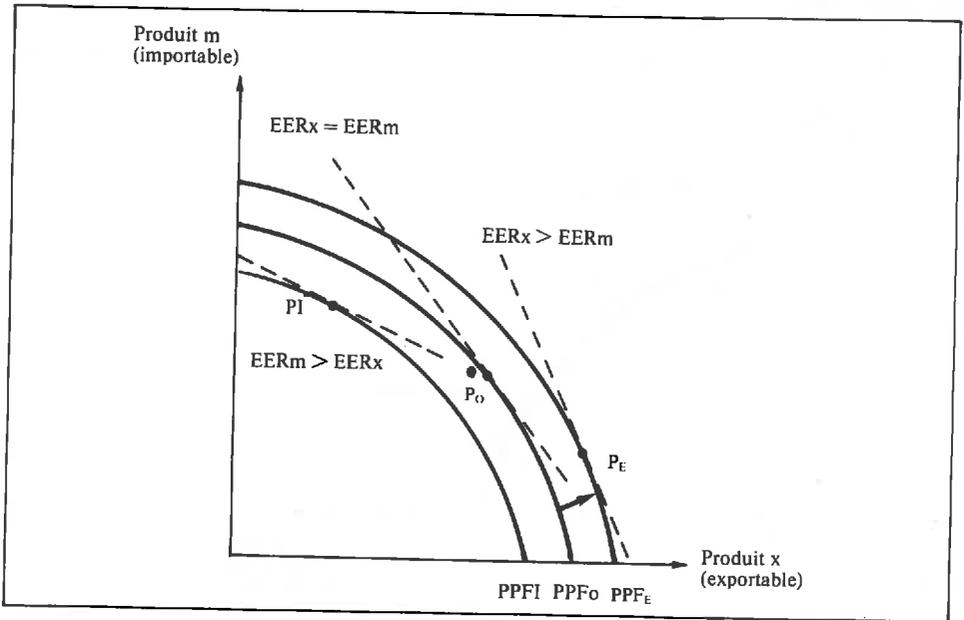
marchés des biens, de change et de main-d'œuvre (Arida et Bacha, 1984). Il en résulte qu'une économie en voie d'industrialisation ne fonctionne pas en réalité le long d'une courbe d'équilibre concurrentiel optimal PPF mais selon une courbe PPF plus basse.

Supposons que dans une période t_0 , l'économie commence par connaître une situation de déséquilibre majeur qui définit la courbe initiale PPF comme PPF₀ située à l'intérieur du PPF d'équilibre concurrentiel non indiqué, même si en moyenne $EER_x = EER_m$ en P_0 (graphique 2). $EER_m > EER_x$ dans une stratégie commerciale de substitution des importations. L'économie connaît des perturbations plus importantes que dans la situation initiale et on constate une variation du niveau ainsi que des facteurs de production à un point P_1 se situant sur une courbe PPF plus basse appelée PPF₁. La situation économique est plus mauvaise en P_1 qu'en P_0 non seulement parce que le système productif est perturbé par le régime commercial mais aussi parce que le niveau de la production de biens échangeables est moins élevé qu'auparavant, car les politiques de substitution des importations pourraient agir globalement comme un ralentisseur sur la production totale. Cette interprétation va dans le sens de l'opinion générale qui veut que les politiques de SI entraînent une dégradation des résultats économiques.

Si en orientant les politiques économiques vers les exportations, une économie est capable de canaliser des ressources vers des secteurs à productivité plus forte, une

GRAPHIQUE 2

Influence symétrique : stratégies de substitution des importations et d'encouragement des exportations dans des conditions de déséquilibres



stratégie axée sur les exportations peut alors provoquer un décalage vers un point situé sur une courbe PPF plus éloignée de l'origine que PPF_0 . Cette possibilité est indiquée par P_E sur $PPF_E > PPF_0 > PPF_I$ dans le graphique 2. Cela présuppose que la stratégie d'encouragement des exportations utilise la capacité et les facteurs de production à la fois plus pleinement et plus efficacement que les autres stratégies. Cette formulation, en incluant une politique de soutien des exportations, permet d'expliquer les résultats exceptionnels enregistrés par les NPI en matière d'exportation et de croissance.

Le régime de politique nationale d'encouragement aux exportations constitue une théorie alternative du développement, dans laquelle les instruments de politique économique sont utilisés pour infléchir la structure du système productif du pays, ainsi que le volume et la composition des exportations (Bradford (1986)). Les faits font apparaître une relation étroite, dans les NPI, entre d'une part les taux de changement structurel et les taux de croissance de la valeur ajoutée de l'industrie entre 1965 et 1980, et, d'autre part, les critères servant à caractériser les NPI, comme le volume et le taux de croissance des exportations de biens manufacturés. On constate également dans la plupart des économies en transition un changement profond dans la composition des exportations selon l'intensité des facteurs qui suivent un schéma général : importance des ressources naturelles, puis forte proportion de main-d'œuvre non qualifiée dans les exportations, enfin investissement élevé

en capital humain et matériel. Ces schémas de changement structurel dynamique semblent, tant sur les plans intérieur qu'extérieur, conférer à l'État un rôle moteur dans le processus de développement. Il est intéressant de noter l'exception de Hong Kong qui présente, entre 1965 et 1980, un indice de changement structurel et un taux de croissance moyen de la valeur ajoutée de la production manufacturée plus faibles que la moyenne des pays en développement dans leur ensemble, s'accompagnant d'une structure relativement statique de la composition des exportations entre 1967 et 1978.

Les investissements constituent naturellement la principale variable à même d'induire ces changements dans l'offre. Les données du Projet des Nations Unies de comparaison des prix internationaux (Kravis, Heston et Summers (1982)) indiquent que les prix des investissements productifs sont moins élevés que les prix des biens de consommation et des biens publics dans les économies en transition, et moins élevés dans les économies en transition que dans les économies développées. Cela semble suggérer qu'une sous-évaluation du prix des investissements productifs (supposés accélérer les changements structurels associés précédemment au NPI) contribue aux résultats particulièrement performants des NPI en matière de croissance et d'exportation (Bradford (1986)). Il s'ensuit que les politiques budgétaires et monétaires peuvent être des instruments efficaces pour soutenir la stratégie de développement par l'encouragement des exportations conduite par les NPI. Dans la plupart des cas, l'État a également mis en œuvre des programmes stratégiques spécifiques par secteur pour promouvoir un changement structurel interne et externe, élaboré des instruments de politique et encouragé le secteur privé à prendre part à la réalisation de cet objectif.

Les NPI veillent généralement à ce que la part des importations dans le PIB croisse parallèlement à celle des exportations ; il en va de même de la progression de la part des investissements et de celle de l'épargne dans le PIB. Ces objectifs ont un sens si le pays en voie d'industrialisation rapide importe des biens d'équipement. L'essor des industries d'exportation repose sur un effort d'investissement supplémentaire et sur l'importation de biens d'équipement. L'investissement est l'élément dynamique de l'expérience des NPI qui, par ce moyen, génèrent de nouvelles capacités productives dans les secteurs à forte productivité et à croissance rapide travaillant à l'exportation. L'investissement permet de mener à bien la spécialisation et le changement structurel. Ce processus n'apparaît pas facilement dans les analyses comparatives statiques. Le point essentiel qui se dégage de ce cadre conceptuel est un schéma d'évolution structurelle alimentée par les investissements, qui suscite une politique dynamique d'encouragement de l'offre de biens exportables dans laquelle l'État joue un rôle capital de catalyseur, comme l'illustre la réussite de la stratégie de développement des NPI. L'effet global a été de produire une politique de soutien des exportations ($EER_x > EER_m$) qui explique le taux de croissance exceptionnel affiché par les NPI dans ce domaine dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Cette théorie du développement dynamique dirigé par l'État s'oppose à l'économie ouverte, avec libéralisation du marché intérieur et politique tournée vers l'extérieur, dans laquelle les exportations répondent à la demande mondiale qui dicte leur évolution.

Le régime commercial international

On peut transposer de façon relativement directe cette analyse des régimes commerciaux nationaux à l'échelle internationale. Les discussions sur la politique commerciale internationale se heurtent au cadre dichotomique libre-échange contre protectionnisme. On ignore la possibilité d'une troisième voie fondée sur une politique d'exportation définie par une stratégie aux niveaux national et international. Cette méconnaissance s'explique par la difficulté qu'il y a à démontrer l'existence de gains économiques importants non soumis à l'incertitude ou compensés par des pertes (Krugman, 1987). Elle s'explique aussi par le fait que, une fois engagé dans la voie obscure d'une croissance définie par une stratégie et non par le marché, il n'est pas facile d'éviter les écueils et les excès de l'interventionnisme (Krugman, juillet 1986).

Ces hésitations à embrasser un nouveau régime commercial sont fondées dans la mesure où, jusqu'à présent, aucun argument théorique ou aucune expérience concrète n'ont apporté la preuve de la viabilité de cette troisième voie par rapport à l'optimalité du système de libre-échange. Elles s'expliquent également parce que la théorie économique néo-classique nous fournit des moyens rigoureux pour mesurer les coûts des distorsions de prix alors qu'il n'existe encore aucune structure théorique correspondante d'évaluation des coûts qu'il y a à ne pas s'engager dans un système commercial défini par une stratégie ou à ne pas élaborer des politiques conformes à cette orientation. Aussi, recommander une solution pour remplacer le régime de libre-échange revient à plaider pour l'abandon d'un système qui nous protège des intérêts particuliers et des théories obscures pour pénétrer dans un monde dans lequel il est difficile de faire la distinction entre une « bonne » et une « mauvaise » politique. On peut espérer que le type de contribution que Maurice Allais passe pour avoir apporté à la théorie économique du secteur public, en mesurant les coûts d'opportunité dans un contexte d'absence de système de prix, pourra être appliquée au domaine des interventions en matière de promotion des échanges commerciaux.

Les raisons qui plaident en faveur de l'adoption d'un régime commercial d'encouragement aux exportations à l'échelle nationale résident dans sa capacité à élever le niveau de production de l'économie par rapport aux résultats obtenus dans un régime d'économie ouverte ou de libéralisation du marché intérieur. Ces performances résultent de la capacité d'un pays qui adopterait ce régime à augmenter le niveau des investissements en termes absolus et même relatifs, faisant de la sorte croître la capacité productive et améliorant sa spécialisation dans les biens exportables. En outre, un tel régime commercial est également à même de tirer parti des imperfections du libre-échange que sont les barrières qui défendent l'entrée de certains marchés sur les plans tant national qu'international, en facilitant les actions des entreprises nationales qui cherchent à élargir leurs parts de marché par des économies d'échelle et à créer des rentes de monopole dont profitera l'économie nationale. Ce point est aujourd'hui largement admis par la littérature sur la planification stratégique commerciale. Le gouvernement joue un rôle capital dans la mise en

œuvre à l'échelle nationale d'une stratégie de grande ampleur de soutien des exportations par les investissements, et de politiques spécifiques dans des secteurs précis afin d'aider l'essor des entreprises du secteur privé. La politique de développement de l'offre qui en résulte entraîne un accroissement de la production nationale à un niveau supérieur à celui suscité par le seul jeu des forces du marché où l'économie nationale répond à la demande internationale. Le fait que les taux de croissance des exportations des NPI aient dépassé ceux du commerce mondial indique que ceux-ci ont fait plus que de répondre à la demande extérieure.

La question de savoir s'il est possible de transposer par analogie ces concepts nouveaux au régime commercial international est traitée indirectement dans les travaux de modélisation du commerce mondial que j'ai réalisés à la Banque mondiale (Bradford, 1988). Ce modèle décrit l'économie mondiale comme un système économique global qui subit l'influence principale de 36 nations pratiquant une politique axée sur le commerce et dont les exportations et les importations représentent 85 % des échanges mondiaux.

Selon le principe et l'hypothèse de base sur lesquels s'appuie ce modèle, les interactions au sein de l'OCDE n'apportent pas une explication satisfaisante des résultats de l'économie mondiale. La percée des NPI dans plusieurs régions fait apparaître une nouvelle structure de l'économie mondiale qu'il convient de prendre en compte dans la prévision des tendances futures. Le modèle comporte donc douze blocs principaux, trois blocs OCDE et neuf blocs NPI ou NPI en puissance. Les pays qui subissent leur influence sont rangés dans quatre blocs supplémentaires : il s'agit des pays à fort endettement, les pays exportateurs de pétrole, les 38 nations au revenu le plus faible et le reste du monde. Les neuf blocs représentant les NPI ou NPI potentiels sont : les quatre « dragons » du Sud-Est asiatique, les quatre autres États de la région en voie d'industrialisation rapide, les trois grands NPI d'Amérique latine, les trois pays d'Europe méridionale qui ont rejoint la Communauté européenne, les six NPI ou NPI potentiels d'Europe de l'Est, les quatre économies méditerranéennes (Turquie, Yougoslavie, Israël et l'Égypte) ainsi que l'Inde, la Chine et l'Union soviétique.

Le modèle se fonde sur plusieurs jeux d'hypothèses concernant la croissance du PIB, l'ouverture et les stratégies commerciales des douze blocs principaux et propose des scénarios futurs de stratégie de croissance des exportations pour chaque bloc principal et pour les blocs qui subissent leur influence. Le modèle montre que les taux de croissance, l'ouverture et les stratégies commerciales des neuf blocs de NPI modifient de façon sensible les résultats globaux. Deuxièmement, les stratégies de croissance des exportations varient considérablement en fonction du degré d'ouverture supposé des douze blocs principaux, c'est-à-dire la part de leurs importations dans le PIB. Troisièmement le modèle démontre l'interdépendance des blocs commerciaux dans la détermination des performances économiques mondiales. Enfin, le modèle élabore une stratégie globale qui génère des résultats notablement plus performants en matière d'exportations et de PIB mondiaux que ceux qui découleraient normalement de l'application à l'économie mondiale de l'orthodoxie en vigueur en matière de politique commerciale.

La différence fondamentale entre les résultats de la stratégie globale et les résultats de la politique actuelle réside dans le fait que le degré d'ouverture aux importations est, dans la réalité, déterminé par l'évolution escomptée de la croissance des exportations. L'accroissement de la demande d'importation ne se concrétisera pas si les perspectives d'exportation sont médiocres. Des prévisions de croissance modérée de l'économie mondiale se traduisent par un assombrissement des perspectives d'exportation qui entraînent inévitablement un resserrement des politiques macro-économiques et une limitation des importations. Ces perspectives se transforment en un scénario au déroulement inéluctable.

Une stratégie globale rompt cette logique en démontrant que la mise en œuvre de stratégies de promotion des exportations par les principaux blocs et à leur bénéfice réciproque peut alimenter un scénario de croissance économique plus forte, fondé sur un gonflement de la demande d'importations et un accroissement de la part des importations dans le PIB de l'ensemble des principaux blocs. Plus précisément, si les États-Unis et les pays latino-américains maintiennent au même niveau la part de leurs importations dans le PIB jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, en espérant qu'une accélération de la croissance économique mondiale entraînera une progression de la même ampleur de la part des exportations dans le PIB ; si le Japon, les quatre « dragons » du Sud-Est asiatique et les autres pays de la région en voie d'industrialisation rapide relèvent la part de leurs importations dans le PIB au même niveau que celle de leurs exportations ; si les États du bloc socialiste et l'Inde s'ouvrent au commerce mondial tant pour les importations que pour les exportations ; si les trois blocs européens accroissent la part de leurs importations globales dans le PIB tout en parvenant à une intégration plus poussée de leurs relations et si les divers blocs intensifient leurs échanges commerciaux régionaux, les performances de l'économie mondiale en matière de PIB et d'exportations connaîtront une progression inimaginable en l'absence d'une telle stratégie globale.

L'interdépendance d'un nombre croissant de grands blocs commerciaux ainsi que le maintien ou l'élargissement de leur ouverture économique expliquent en fait l'évolution dynamique des résultats. L'élément clé est que l'expansion des importations ne se réalisera pas tant que les perspectives d'une compensation par les exportations ne seront pas crédibles. Leur crédibilité passe par la reconnaissance de la légitimité des stratégies d'encouragement des exportations et par l'adoption commune d'une stratégie globale. Chaque bloc profitera des retombées positives dans la mesure où chacun d'entre eux s'engagera dans une politique de croissance expansionniste.

Alors qu'il est difficile d'apporter des réponses aux grands problèmes économiques mondiaux pris séparément, une approche stratégique globale offre la possibilité de traiter et d'atténuer simultanément l'ensemble des principales difficultés : les déséquilibres nippono-américains, l'endettement des pays latino-américains et des autres gros débiteurs, le protectionnisme à l'encontre des exportations des NPI, l'ouverture des pays socialistes aux économies de marché ainsi que les répercussions sur les États-Unis, le Japon et les NPI de l'achèvement de l'intégration européenne sont autant de problèmes qui seront atténués par l'expansion économique qui

accompagnera la mise en œuvre par chacun des principaux blocs d'une politique commerciale contribuant à une telle stratégie globale.

La différence observée dans le PIB mondial entre un scénario fondé sur la politique en vigueur, et un scénario reposant sur une stratégie globale s'élève à 1 600 milliards de dollars de 1980. Ce chiffre équivaut à peu près à la taille du PIB du Japon et du Brésil réunis en 1985. L'écart dans les exportations mondiales constaté entre les deux scénarios représente environ 860 milliards de dollars, soit plus de trois fois le volume des exportations américaines en 1985, exprimés en dollars de 1980.

Il semble se confirmer que les performances économiques déterminées par le seul jeu des forces du marché, dans le contexte actuel de l'économie mondiale, généreront à l'échelle internationale un PIB et des exportations moins forts que ceux obtenus avec une approche stratégique globale. Ce résultat concret va dans le sens de la démonstration théorique présentée dans la deuxième partie, selon laquelle les politiques commerciales nationales de soutien des exportations pourraient repousser les points d'une courbe de possibilités de production plus loin de l'origine que le point d'optimum de libre-échange dans des conditions de déséquilibre. L'ironie de l'argument est qu'il apparaît fortement probable que, au plan international, une stratégie globale soit également en mesure d'entraîner une libéralisation plus large des importations, puisque les restrictions disparaîtront avec la mise en œuvre de politiques plus expansionnistes que ne l'aurait permis le type de politique en vigueur de laisser-faire commercial, pourtant plus conforme à une philosophie de libre-échange. Une stratégie commerciale axée sur le soutien des exportations à l'échelle nationale et une approche stratégique globale élargissant l'ouverture de l'économie mondiale à l'échelle internationale semblent toutes deux produire des résultats plus performants en matière de croissance de la production et des échanges commerciaux que les systèmes de libre-échange traditionnellement adoptés.

Les formulations dyadiques (orientation vers le marché intérieur opposée à l'ouverture sur l'extérieur ; substitution des importations contre promotion des exportations ; protectionnisme opposé à libre-échange) procurent aux décideurs internationaux un cadre de référence simpliste mais logique et cohérent aux plans tant national qu'international. Le problème est que l'écart se creuse entre la théorie et la pratique. Il existe à présent à la fois un raisonnement théorique et des preuves concrètes que la relation logique profondément ancrée entre libre-échange et optimum économique peut être écartée au profit d'une approche globale de la politique commerciale à l'échelon tant national qu'international, capable de produire des résultats encore plus performants.

La reconnaissance de la planification stratégique des systèmes commerciaux et de la théorie dans ce domaine implique d'élargir l'éventail des combinaisons d'instruments et de politiques capables, dans un environnement national et international varié, de maximiser en permanence les résultats. Préparer un cadre de référence théorique pour une réflexion plus pragmatique et moins idéologique sur ces combinaisons est une tâche difficile et de longue haleine, qui est néanmoins peut-être plus facile que de développer un ensemble de critères rigoureux pour déterminer la nature des combinaisons optimales et de celles qui entraînent une réduction de la richesse.

Bibliographie

- Arida Persio et Edmar Bacha : « Balance of Payments : A Disequilibrium Analysis for Semi-Industrialized Economies », *Pesquisa e Planejamento Econômico*, pp. 1-58, avril 1984, repris dans Bardha P., Fishlow A. and Behrman J. (eds), *International Trade, Investment Macro Policies and History : Essays in Memory of Carlos F. Diaz-Alejandro*, Amsterdam : North-Holland, pp. 85-108, 1984.
- Bhagwati Jagdish N. et Douglas A. Irwin : « The Return of the Reciprocity : US Trading Policy », *The World Economy*, vol. 10, n° 2, pp. 109-130, juin 1987.
- Bhagwati Jagdish N. : « Rethinking Trade Strategy », in *Development Strategies Reconsidered*, John P. Lewis (ed.), New Brunswick, Transaction Books, pp. 91-104, 1978.
- Bhagwati Jagdish N. : *Foreign Trade Regimes and Economic Development : Anatomy and Consequences of Exchange Control Regimes*, New York, National Bureau of Economic Research and Cambridge, Ballinger Publishing Company, 1978.
- Bradford Colin I. Jr. : « The NICs in the World Economy : Toward an Open World Economy in the Mid-1990s », Washington D.C., Strategic Planning Working Paper, World Bank, octobre 1988.
- Bradford Colin I. Jr. : « Trade and Structural Change : NICs and Next Tier NICs as Transitional Economies », *World Development*, vol. 15, n° 3, pp. 299-316, 1987.
- Bradford Colin I. Jr. : « East Asian Models : Myths and Lesson », in John P. Lewis (ed.), *Development Strategies Reconsidered*, New Brunswick, Transaction Books, pp. 115-128, 1986.
- Bradford Colin I. Jr. : « The NICs and World Economic Adjustment », in Louis Turner et al., *The Newly Industrializing Countries : Trade and Adjustment*, London, George Allen & Unwin, Chapter 11, pp. 171-181, 1982.
- Bradford Colin I. Jr. et William H. Branson : « Patterns of Trade and Structural Change », in Bradford and Branson (eds.), *Trade and Structural Change in Pacific Asia*, Chicago, National Bureau of Economic Research and University of Chicago Press, pp. 3-24, 1987.
- Bryant, Ralph C. : *Money and Monetary Policy in Interdependent Nations*, Washington, D.C., The Brookings Institution, 1980.
- Chakravarty S. : « Marxist Economics and Contemporary Developing Economies, in *Cambridge Journal of Economics*, 11, pp. 3-22, 1987.
- Chakravarty S. : « The State of Development Economics », in *The Manchester School*, pp. 125-143, juin 1987.
- Findlay Ronald : « Comment », in *Trade and Growth of the Advanced Developing Countries in the Pacific Basin*, Wontack Hong and Lawrence B. Krause (eds.), Seoul, Korea, Korean Development Institute Press, 1981.
- Gilpin Robert : *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
- Hong Wontack : « Export-Oriented Growth and Trade Patterns in Korea », in Bradford and Branson (eds.), *Trade and Structural Change in Pacific Asia*, Chicago, National Bureau of Economic Research and University of Chicago Press, pp. 273-305, 1987.
- Krueger Anne O. : « Import Substitution Versus Export Promotion », *Finance and Development*, vol. 22, n° 2, pp. 20-23, 1985.
- Krugman Paul R. : « Is Free Trade Passé ? », *The Journal of Economic Perspective*, vol. 1, n° 2, pp. 131-144, 1987.
- Krugman Paul R. (ed.) : *Strategic Trade Policy and the New International Economics*, Cambridge, MIT Press, 1986.
- Krugman Paul R. : *New Trade Theory and the Less-Developed Countries*, paper prepared for « Debt, Stabilization and Development », a conference in memory of Carlos Diaz-Alejandro, Helsinki, 23-25 août 1986.

- Lodge George C. and Ezra F. Vogel. (eds.) : *Ideology and National Competitiveness : An Analysis of Nine Countries*, Boston, Harvard Business School Press, 1987.
- Morss Elliot : « National Development Planning in Turbulent Times : New Approaches and Criteria for Institutional Design », *World Development*, vol. 16, n° 4, pp. 431-448, 1988.
- Sagasti Francisco : « National Development Planning in Turbulent Times : New Approaches and Criteria for Institutional Design », *World Development*, vol. 16, n° 4, pp. 431-448, 1988.
- Scott Bruce R. et George L. Lodge (eds.) : *US Competitiveness in the World Economy*, Boston, Harvard Business School Press, 1985.
- Venables Anthony J. et Alasdair Smith : « Trade and Industrial Policy Under Imperfect Competition », *Journal of Economic Policy*, pp. 621-670, octobre 1986.

